DOC 55 **1249/007**

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

3 juin 2020

PROPOSITION DE LOI

portant création d'une banque de données auprès de Sciensano dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19

AVIS DE L'AUTORITÉ DE PROTECTION DES DONNÉES

Voir:

Doc 55 **1249/ (2019/2020)**:
001: Proposition de loi de M. De Caluwé, Mme Gijbels, MM. Aouasti et Vanden Burre, Mmes Soors, Gilson, Farih, Jiroflée et Fonck et M. De Smet.
002 à 005: Amendements.
006: Avis du Conseil d'État.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

3 juni 2020

WETSVOORSTEL

tot oprichting van een databank bij Sciensano in het kader van de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19

ADVIES VAN DE GEGEVENSBESCHERMINGSAUTORITEIT

Zie:

Doc 55 **1249/ (2019/2020)**:
001: Wetsvoorstel van de heer De Caluwé, mevrouw Gijbels, de heren Aouasti en Vanden Burre, de dames Soors, Gilson, Farih, Jiroflée en Fonck en de heer De Smet.
002 tot 005: Amendementen.
006: Advies van de Raad van State.

N-VA	:	*Nieuw-Vlaamse Alliantie*
Ecolo-Groen	:	*Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen*
PS	:	*Parti Socialiste*
VB	:	*Vlaams Belang*
MR	:	*Mouvement Réformateur*
CD&V	:	*Christen-Democratisch en Vlaams*
PVDA-PTB	:	*Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique*
Open Vld	:	*Open Vlaamse liberalen en democraten*
sp.a	:	*socialistische partij anders*
cdH	:	*centre démocrate Humaniste*
DéFI	:	*Démocrate Fédéraliste Indépendant*
INDEP-ONAFH	:	*Indépendant - Onafhankelijk*

Abréviations dans la numérotation des publications:		*Afkorting bij de numering van de publicaties:*	
DOC 55 0000/000	*Document de la 55e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi*	*DOC 55 0000/000*	*Parlementair document van de 55e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer*
QRVA	*Questions et Réponses écrites*	*QRVA*	*Schriftelijke Vragen en Antwoorden*
CRIV	*Version provisoire du Compte Rendu Intégral*	*CRIV*	*Voorlopige versie van het Integraal Verslag*
CRABV	*Compte Rendu Analytique*	*CRABV*	*Beknopt Verslag*
CRIV	*Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)*	*CRIV*	*Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)*
PLEN	*Séance plénaire*	*PLEN*	*Plenum*
COM	*Réunion de commission*	*COM*	*Commissievergadering*
MOT	*Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)*	*MOT*	*Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)*

Avis n° 42/2020 du 25 mai 2020

Objet: Demande d'avis concernant une proposition de loi de loi portant création d'une banque de données auprès de Sciensano dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19 (CO-A-2020-048)

L'Autorité de protection des données (ci-après « l'Autorité »);

Vu la loi du 3 décembre 2017 *portant création de l'Autorité de protection des données*, en particulier les articles 23 et 26 (ci-après « LCA »);

Vu le règlement (UE) 2016/679 *du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE* (ci-après « RGPD »);

Vu la loi du 30 juillet 2018 *relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel* (ci-après « LTD »);

Vu la demande de Monsieur Patrick Dewael, Président de la Chambre des représentants, reçue le 15 mai 2020;

Vu l'extrême urgence de la demande d'avis ;

Émet, le 25 mai 2020, l'avis suivant :

I. OBJET ET CONTEXTE DE LA DEMANDE D'AVIS

1. Le Président de la Chambre des représentants (ci-après « le demandeur »), a sollicité, en extrême urgence, l'avis de l'Autorité concernant une proposition de loi de loi portant création d'une banque de données auprès de Sciensano dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19 (ci-après « la proposition de loi de loi»).

2. Aux termes des « Développements » accompagnant la proposition de loi, le Gouvernement souhaite, dans le contexte d'une stratégie de déconfinement, confier à l'Institut belge de santé publique Sciensano la *« mission […] de **recueillir** des données de santé des patients auprès de divers prestataires de soins ou organisations de santé ou de soins, dans le cadre de ses activités de surveillance prévues par la loi, et de les **traiter** dans une banque de données. […] Par ailleurs, des données à caractère personnel relatives aux personnes avec lesquelles le patient est entrée en contact sont également **enregistrées** […] ».* Toujours selon ces « Développements », « *L'objectif de cette collecte de données est triple : Premièrement, il s'agit de pouvoir rechercher les patients concernés et de les contacter. Ensuite, la collecte de données est nécessaire en vue d'études scientifiques, statistiques et/ou d'appui à la politique futures, après pseudonymisation ou anonymisation. Finalement, des données sont transmises aux services d'inspection de la santé dans les régions dans le cadre d'initiatives visant à combattre la propagation des effets nocifs causés par les maladies infectieuses* ».

3. La proposition de loi entend donner un cadre légal à la **création de cette banque de données** (article 1er de la proposition de loi). Elle détermine, notamment, les finalités de la constitution de cette base de données (article 3 de la proposition de loi), les catégories de données qui y sont reprises (article 2 de la proposition de loi) et leur durée de conservation (article 5 de la proposition de loi). La proposition de loi prévoit que toute **communication de données à partir de la base de données** qu'elle crée vers des tiers doit faire l'objet d'une délibération du Comité de sécurité de l'information (chambre sécurité sociale et santé) (article 4 § 1er de la proposition de loi). La proposition de loi prévoit également la possibilité d'un accès par Sciensano au registre national ainsi qu'aux registres de la Banque-Carrefour de la sécurité sociale (article 4 § 2 de la proposition de loi) pour compléter la banque de données. Elle prévoit également que toutes les personnes qui ont accès à la banque de données prennent les mesures nécessaires pour assurer que les données à caractère personnel qui s'y trouvent seront traitées de manière confidentielle et uniquement afin de poursuivre l'une des trois finalités de la banque de données (article 4 § 3 de la proposition de loi). La proposition de loi impose à Sciensano de désigner un délégué à la protection des données (article 4 § 3 de la proposition de loi). Enfin, elle prévoit l'effacement des données par Sciensano cinq jours après la publication de l'arrêté royal

proclamant la fin de l'état d'épidémie du coronavirus COVID-19 et que le délai de conservation des données par les épidémiologistes sera déterminé par le Comité de sécurité de l'information.

4. Le texte de la proposition de loi de loi est très similaire au texte de l'avant-projet d'arrêté royal qui avait été soumis à l'Autorité pour avis par Monsieur Philippe De Backer le 23 avril 2020 et au sujet duquel l'Autorité a émis un avis en date du 29 avril 2020. Certains éléments ont cependant été ajoutés, soit afin de préciser certaines dispositions du projet initial, soit à d'autres fins. **Les principales lacunes du texte initial n'ont cependant pas été comblées**.

5. Le présent avis de l'Autorité est également formulé en extrême urgence et sur base des informations dont elle dispose. L'Autorité insiste à nouveau pour être consultée si des changements importants devaient être apportés à la proposition de loi. Elle invite par ailleurs le demandeur a effectuer une relecture approfondie de la proposition de loi de loi afin d'en supprimer les erreurs de logique, de grammaire et d'orthographe et à y inclure des définitions afin d'en permettre une meilleure compréhension.

6. Ce nouvel avis est structuré en deux parties. Dans la première partie, l'Autorité formule une remarque générale quant à la prévisibilité et à la proportionnalité des traitements de données, qui font défaut en l'espèce (II). Dans la seconde partie de son avis, l'Autorité formule ses commentaires article par article (III).

II. REMARQUE GENERALE CONCERNANT LA PREVISIBILITE ET LA PROPORTIONNALITE DES TRAITEMENTS DE DONNEES

1. La création d'une base de données centralisée, en particulier lorsque celle-ci reprend des données sensibles (à savoir, en l'occurrence, des données concernant la santé), provenant de sources diverses et qu'elle poursuit plusieurs finalités distinctes, constitue une ingérence importante dans le droit à la protection des données à caractère personnel. L'Autorité rappelle, une nouvelle fois, que toute ingérence dans le droit au respect de la protection des données à caractère personnel, en particulier lorsque l'ingérence s'avère importante, n'est admissible que **si elle est nécessaire et proportionnée à l'objectif** (ou aux objectifs) qu'elle poursuit et qu'elle est **encadrée par une norme suffisamment claire et précise et dont l'application est prévisible pour les personnes concernées.**

2. Ainsi, toute norme encadrant des traitements de données à caractère personnel, en particulier lorsque ceux-ci constituent une ingérence importante dans les droits et libertés des personnes concernées, doit répondre aux exigences de prévisibilité et de précision de sorte **qu'à sa lecture, les personnes concernées, puissent entrevoir clairement les traitements qui sont faits de leurs données**

et les circonstances dans lesquelles un traitement de données est autorisé. En exécution de l'article 6.3 du RGPD, lu en combinaison avec les articles 22 de la Constitution et 8 de la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales, **les éléments essentiels du traitement de données doivent y être décrits avec précision.** Il s'agit, en particulier, de la ou des **finalité(s)** précise(s) du traitement ; de l'identité du (ou des) responsable(s) du traitement ; des **catégories de données traitées**, étant entendu que celles-ci doivent s'avérer – conformément à l'article 5.1. du RGPD, « *adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées* » ; des **catégories de personnes concernées** (personnes à propos desquelles des données seront traitées) ; de la **durée de conservation** des données ; **des destinataires ou catégories de destinataires** auxquels leurs données sont communiquées et les **circonstances dans lesquelles et les raisons pour lesquelles elles seront communiquées** ainsi que toutes **mesures visant à assurer un traitement licite et loyal de ces données à caractère personnel**.

3. L'Autorité constate, de manière générale, que la proposition de loi ne répond pas suffisamment à l'exigence de clarté et de prévisibilité de la norme.

   En effet, les finalités des traitements de données prévus par la proposition de loi ne sont ni déterminées, ni explicites

4. Premièrement, les **finalités,** telles que décrites actuellement, dans la proposition de loi, ne sont pas suffisamment déterminées et explicites. L'article 3 de la proposition de loi identifie trois finalités :

   « *1° rechercher et contacter les personnes visées à l'article 2, §§2, 3 et 4 par un centre de contact dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19 ;*
   2° réaliser des études scientifiques, statistiques et/ou d'appui à la politique, après pseudonymisation, par des épidémiologistes associés au COVI-19 Risk Assessment Group ou pour des épidémiologistes accrédités par le comité de sécurité de l'information.
   3° communiquer des données aux services d'inspection de la santé des régions visés (…) dans le cadre d'initiatives visant à combattre la propagation des effets nocifs causés par les maladies infectieuses »

5. Ces finalités ne sont pas définies de manière suffisamment déterminée et explicite pour répondre à l'exigence de l'article 6.3 du RGPD, lu en combinaison avec son article 5.1.b).

6. La **première finalité** est décrite d'une manière telle qu'elle ne permet pas de comprendre quelles données seront traitées par qui, comment ni pour atteindre quel objectif. Il est sur ce point renvoyé aux questions posées par l'Autorité dans son avis précité relatif à l'avant-projet d'arrêté royal.

Le demandeur est tenu de reformuler la description de cette première finalité pour répondre à ces questions. Une formulation apparentée à la suivante pourrait par exemple être utilisée :

« *§Art. 3 §1er.*
1° Les [indiquer les données ou les catégories de données concernées] sont rendues accessibles aux quatre centres de contact régionaux chargés de contacter les personnes déclarées ou présumées infectées par le Covid-19 afin de leur proposer de fournir les données relatives aux personnes visées à l'article 2§2 avec lesquelles elles ont été en contact physique dans les trois semaines précédant la date de [préciser], et ce, par téléphone, email ou visite à domicile; »

7. Une **quatrième finalité** devrait être ajoutée après la première. Elle pourrait être présentée comme suit :

« « *2° Les [indiquer les données ou les catégories de données concernées] sont rendues accessibles aux quatre centres de contact régionaux chargés de contacter les personnes visées à l'article 2§4 avec lesquelles les personnes visées à l'article 2§2 ont été en contact physique, par téléphone, email ou visite à domicile, afin de leur fournir des lignes directrices en matière d'hygiène et de prévention [et/ou de leur imposer ou de leur suggérer une quarantaine, de les inviter à se faire dépister du COVID-19 ou de leur imposer un tel dépistage].*

8. La rédaction de la **seconde finalité** actuelle devrait également être améliorée. Un exemple pourrait être (sous réserve de ce qui est expliqué plus loin quant à la nécessité de prévoir ceci dans la proposition de loi):

> *« 2° Les [indiquer les données ou les catégories de données concernées] peuvent être traitées par des organismes de recherche afin de leur permettre de réaliser des études scientifiques ou statistiques, en matière de lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19 et/ou d'appui à la politique en cette matière dans le respect du Titre 4 de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel. Et ce, après anonymisation ou pseudonymisation dans le cas où leur anonymisation ne permettrait pas d'atteindre leurs objectifs. »*

9. Ceci dit, l'Autorité considère que cette finalité ne nécessite pas d'être spécifiquement encadrée dans la proposition de loi dans la mesure où le respect des dispositions pertinentes du RGPD et de la LTD en matière de recherche suffit. L'ajout de cette finalité de recherche épidémiologique nuit à la compréhension du projet et risque d'entrainer de la confusion dans le chef des citoyens. L'Autorité recommande donc la suppression des dispositions de la proposition de loi relatives à l'encadrement de la recherche.

10. La rédaction de la **troisième finalité** actuelle est également trop vague et devrait être revue. Un exemple pourrait être :

> *« 3° Les quatre centres de contact régionaux communiquent [indiquer les données ou les catégories de données concernées] aux services d'inspection de la santé des régions visés à l'article 3.3° afin de leur permettre de [préciser ce qui est entendu par « dans le cadre d'initiatives visant à combattre la propagation des effets nocifs causés par les maladies infectieuses »].*

11. Une partie des questions posées par l'Autorité dans son précédent avis demeure sans réponse: que faut-il entendre, concrètement, par « *initiatives visant à combattre la propagation des effets nocifs causés par les maladies infectieuses* » ? S'agit-il uniquement d'initiatives visant à combattre les effets nocifs causés par le COVID-19 ou les données pourront également être utilisées dans la lutte contre d'autres maladies infectieuses ? Comme indiqué plus haut, l'Autorité se demande, en outre, pourquoi les données qui sont communiquées aux services d'inspection de la santé des régions doivent être centralisées chez Sciensano. Pourquoi n'est-il pas suffisant de prévoir une communication directe entre les centres de contact et ces services ?

12. Afin de veiller à la prévisibilité de la norme, il y a lieu, non seulement, de revoir ou préciser les finalités poursuivies, les sources des données collectées, les catégories de données collectées, les catégories de destinataires (voyez également les « commentaires des articles » ci-dessous), mais il est également nécessaire de **mieux structurer la proposition de loi et de clarifier**, **pour chaque finalité**, les catégories de données qui seront traitées, la ou les sources de ces données, l'identité du ou des responsables du traitement, les durées de conservation des données ainsi que, le cas échéant, les catégories de destinataires à qui ces données pourront être communiquées et les circonstances dans lesquelles et les raisons pour lesquelles elles seront communiquées. La rédaction actuelle de la proposition de loi qui ne distingue pas ces différents éléments en fonction des finalités poursuivies nuit gravement à la transparence et à la prévisibilité des traitements qu'il entend encadrer.

13. Outre l'amélioration de la prévisibilité de la proposition de loi, sa restructuration « par finalité » permettra de **mieux veiller à ce que les traitements encadrés par la proposition de loi respectent les principes de nécessité et de proportionnalité**. En effet, cette restructuration de la proposition de loi impliquera, en particulier, que le demandeur veille à ce que les données collectées et reprises dans la proposition de loi soient strictement adéquates, pertinentes et nécessaires au regard de la finalité qui est poursuivie (principe de minimisation des données). Ainsi, par exemple, si l'enregistrement de données anonymes, ou à tout le moins pseudonymisées, suffit pour atteindre la finalité, la proposition de loi devra prévoir l'enregistrement de telles données anonymisées ou à tout

le moins pseudonymisées en lieu en place de l'enregistrement de données à caractère personnel non pseudonymisées.

III. COMMENTAIRES DES ARTICLES DE LA PROPOSITION DE LOI

Outre les remarques fondamentales et générales qui précèdent, l'Autorité se doit de formuler des remarques plus ponctuelles à propos de certaines dispositions de la proposition de loi.

- **Article 1er de la proposition de loi**

1. La proposition de loi porte sur « *la création d'une banque de données auprès de Sciensano dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19* ». En ligne avec cet intitulé, le contenu de la proposition de loi détaille en effet essentiellement les opérations de collecte et d'enregistrement par Sciensano, de données au sein d'une banque de données (ainsi que la communication de ces données à des tiers). Une lecture approfondie du texte permet de comprendre que **l'objectif de la proposition de loi est en réalité de mettre en place un système de traçage des contacts par des centres de contact placés sous l'autorité d'agences régionales (visées au dernier alinéa de l'article 3), qui implique la collecte et l'utilisation par ces opérateurs d'une grande quantité de données personnelles, y compris relatives à la santé (dites « sensibles »)**. Sans préjudice de la compétence des Régions en matière de mise en place des détails pratiques de leur système de traçage, la proposition doit en régler les aspects fondamentaux, à défaut de quoi la légalité de la mise à disposition des données reprises dans la banque de données centrale aux agences régionales ne peut être garantie. La proposition de loi devrait par ailleurs prévoir que ces agences ne peuvent avoir accès aux données nécessaires contenues dans la banque de données de Sciensano que si un cadre légal régional détaillant les modalités des opérations de traçage a été mis en place.

2. Ainsi, la proposition de loi devrait devrait en tous cas, contenir des chapitres distincts et détaillés décrivant:
    - Le principe de la communication - apparemment rendue obligatoire dans le chef des médecins (et autres prestataires visés à l'article 2§1) - de données médicales à Sciensano, qui requiert en effet un cadre légal clair prévoyant cette obligation de communication, en dérogation au secret médical, ce que n'a pas manqué de rappeler récemment l'Ordre des médecins. Tant les règles en matière de protection des données que le secret médical s'opposent à ce que de tels traitements de données médicales soient permis ou à fortiori rendus obligatoires par une délibération d'un comité quelconque, en dehors de tout encadrement par la loi ;

- les aspects fondamentaux du système de traçage qui ont un impact fondamental sur la protection des droits et libertés (visites domiciliaires éventuelles, injonctions d'auto-isolation, sanctions en cas de non réponse, de réponse incorrecte etc) ;
- les éventuelles possibilités pour des tiers (notamment des épidémiologistes), dont les catégories seraient énumérées de manière limitative, de se faire communiquer par les agences responsables des centres de contact (en leur qualité de responsable des traitements effectués par ces centres) certaines données (dont les catégories seraient également énumérées de manière limitative) à des fins de recherche, statistique ou archivage. A cet égard et comme développé ci-dessous, l'Autorité souligne déjà que rien n'indique qu'il soit requis d'effectuer une centralisation de ces données dans une banque de données détenue par un tiers (Sciensano), une telle centralisation n'étant dès lors pas conforme aux principes de nécessité, proportionnalité et minimisation et donc pas acceptable.

A cet égard, l'Autorité recommande :

- de reformuler l'intitulé de la proposition de loi en ce sens :

  « *Proposition de loi de loi portant sur la mise en place d'un système dit de « traçage des contacts des personnes (présumées) infectées par le coronavirus COVID-19»*
- et de reformuler son objectif (et article 1er de la proposition de loi) de la sorte :

  « *Art. 1er . L'objectif de la présente loi est de mettre en place un système dit de « traçage des contacts » en vue de rompre la chaine de contamination du coronavirus COVID-19, via la fourniture, par contact téléphonique, numérique ou par visite à domicile, de recommandations aux personnes ayant eu des contacts physiques à risque élevé avec des patients infectés ou présumés l'être*."

Pour terminer et conclure sur ce point, l'Autorité insiste pour que la proposition de loi reflète son objectif et les traitements de données envisagés. La proposition de loi actuelle **n'encadre pas les traitements de données effectués par les principaux acteurs du projet, à savoir les centres de contact en charge du traçage et les médecins ou autres responsables amenés à fournir les données** à enregistrer dans la banque de données. Elle semble plutôt écrite dans l'objectif de contraindre les agences régionales à faire appel à un prestataire « obligatoire », pour conserver les données qu'ils utiliseront ou génèreront, alors même (1) qu'une centralisation de ces données n'est pas requise (et donc pas permise) et (2) que ces agences doivent rester libres du choix des moyens utilisés pour leurs traitements de données et du choix de leurs éventuels sous-traitants.

L'Autorité rappelle que la désignation de Sciensano en tant que responsable du traitement (article 1er de la proposition de loi) implique qu'elle soit en charge du respect de toutes les obligations qui

s'imposent aux responsables du traitement en vertu du GDPR (fourniture de l'information adéquate aux personnes concernées, mise en place d'un système de gestion des droits des personnes concernées, mise en œuvre de mesures de sécurité appropriées, analyse de risques etc). La portée de cette désignation devrait par ailleurs être précisée. Sciensano n'agit en effet en tant que responsable du traitement que pour ce qui concerne les opérations précitées de collecte, enregistrement dans la banque de données et communication des données à des tiers. Pas pour ce qui concerne les opérations dites « de traçage » (prise de contact avec les personnes infectées et leurs contacts) proprement dites.

En ce qui concerne ces opérations, ce sont les agences régionales (qui chapeautent les centres de contact) qui sont responsables de traitement et l'Autorité rappelle également qu'ils sont tenus, à ce titre, de mettre en place les mesures de sécurité, le droit d'accès du citoyen, d'effectuer une analyse de risques etc (article 35).

Il y a lieu d'également, essentiellement à des fins de transparence, de clarifier l'articulation entre (les traitements de données encadrés par) cette proposition de loi et la proposition de loi de loi du 13 mai relative aux applications de traçage (DOC 55 1251/001). En d'autres mots, dans l'hypothèse où un utilisateur ferait usage d'une application numérique de dépistage de contacts, ses données seront-elles communiquées (et si oui, lesquelles, par qui et comment ?) à Sciensano et enregistrées dans sa banque de données centrale ?

3. La proposition de loi prévoit une **centralisation d'une grande quantité de données**, essentiellement médicales et donc **sensibles, entre les mains d'un acteur unique qui n'est pourtant pas l'acteur qui se chargera de l'accomplissement des trois finalités** prévues; Sciensano n'est en effet :
    a. pas en charge des opérations visant à contacter les personnes infectées (ou présumées infectées), opérations effectuées par des centres de contact sous la responsabilité des agences régionales compétentes en matière de santé ;
    b. pas en charge de la réalisation des études épidémiologiques visées à l'article 1§2° ;
    c. et pas non plus mandaté pour effectuer des « initiatives visant à combattre la propagation des effets nocifs causés par les maladies infectieuses »

L'Autorité se demande pourquoi chacun des acteurs chargés de l'accomplissement de ces finalités ne pourrait pas lui-même collecter et enregistrer les données nécessaires à ces opérations, quitte à les fournir directement aux organismes de recherche épidémiologiques et de santé publique visés par la proposition de loi.

Par ailleurs, l'Autorité ne saisit pas la raison pour laquelle les données relatives aux « malades » (personnes présumées infectées par le virus, ayant effectué un test, s'étant vu prescrire un test ou hospitalisées avec un diagnostic confirmé) et celles relatives aux personnes avec lesquelles elles sont entrées en contact doivent être consignées dans la même banque de données (sachant que les secondes sont « communiquées par les centres de contact » qui détiennent donc déjà ces données pour contacter ces personnes et n'ont donc pas besoin qu'elles soient enregistrées chez Siensano – art 2§4 de la proposition de loi).

Cette centralisation d'une quantité importante de données relatives à la santé dans une banque de données unique constituée, détenue et gérée par un acteur qui ne ferait office que d'intermédiaire (1) n'est pas conforme aux principes de nécessité et de minimisation et (2) présente

- **Article 2 § 2 de la proposition de loi**

4. La proposition de loi ne démontre pas le **caractère nécessaire et proportionnel** de la collecte et de l'enregistrement de toutes les données qu'elle organise, ce qui est pourtant requis. En effet ;
    a. la proposition de loi ne fait aucun lien entre les données collectées et les finalités pour lesquelles elles le sont (comme l'Autorité l'avait pourtant déjà fait remarquer dans son avis relatif à l'avant-projet d'arrêté royal) et se contente de reprendre une (très longue) liste de données d'une part (relatives à des personnes –présumées- infectées par le virus, ayant effectué un test, s'étant vu prescrire un test ou hospitalisées avec un diagnostic confirmé) et une liste de finalités de l'autre, ne permettant ainsi pas de déterminer si ces données (et lesquelles) sont nécessaires aux opérations qui seront effectuées dans le cadre de chaque finalité ;
    b. la proposition de loi ne démontre aucunement l'utilité (et dès lors la légalité) de la collecte (auprès des hôpitaux, médecins, laboratoires et centres de contact) et de l'enregistrement dans la banque de données de certaines données ; il en va notamment ainsi du numéro INAMI du médecin. En quoi s'agit-il d'une donnée « adéquate, pertinente et nécessaire au regard des finalités » et au regard de quelle finalité ?
    c. la proposition de loi prévoit même que la banque de données peut être complétée par des données « en provenance d'autres sources » sans aucune indication quant aux données dont il est question ni quant à la provenance de ces données, élargissant ainsi à l'infini les types de données qui pourraient y être ajoutées (article 4§2) ;
    d. la proposition de loi ne justifie pas, même sommairement (les « Développements » évoquant juste la nécessité d' « *identifier les patients de manière univoque* » et de « *permettre le lien entre les données recueillies* ») en quoi le numéro d'identification du Registre national et le numéro d'identification de la Banque Carrefour de la sécurité sociale (que la proposition de loi permet à Sciensano, s'ils ne sont pas fournis par les

prestataires précités, d'aller collecter directement auprès des institutions concernées) sont nécessaires pour accomplir les trois finalités annoncées ; ni pourquoi un accès général au registre national (et donc à toutes les données qu'il contient) est prévu (article 4§2 de la proposition de loi). L'enregistrement de ces deux numéros offre des possibilités multiples de recoupements entre les données contenues dans la banque de données Sciensano et des données contenues dans d'autres fichiers (y compris répressifs, sociaux, fiscaux etc) ;

e. l'Autorité se demande pourquoi les données relatives aux personnes dont le test s'avérera négatif ou « positif mais pas ou plus contagieux » seront également reprises dans la base de données. A première vue, l'Autorité estime que l'enregistrement de ces données est disproportionné au regard de l'objectif poursuivi parce que cela aboutirait à l'enregistrement d'une importante quantité de données concernant des personnes qui ne sont pas infectées par le COVID-19. Il semblerait, en tout cas, nécessaire, que ces données soient supprimées si le test s'avérerait négatif ;

f. l'Autorité se demande en quoi les données « *le type, la date et le numéro de l'échantillon et le résultat du test*» sont nécessaires pour accomplir une des finalités prévues à l'article 3 et laquelle. Il en va de même du numéro INAMI du médecin. Aucune de ces données ne semble nécessaire afin de contacter des personnes infectées par le COVID-19 ou leurs contacts.

5. En outre, l'Autorité souligne que la donnée « *diagnostic présumé en l'absence de test* » peut difficilement être considérée comme une donnée exacte au sens de l'article 5.1.d) du RGPD.

- **Article 2 § 3 de la proposition de loi**

6. L'Autorité se demande ce que recouvre la notion de « résultat du CT scan» et pour quelle finalité cette donnée est nécessaire.

- **Article 2 § 4 de la proposition de loi :**

7. Premièrement et comme indiqué plus haut, l'Autorité s'interroge sur la nécessité d'intégrer les données des personnes avec lesquelles le patient est entré en contact dans la base de données centrale gérée par Sciensano qui reprendra également les données relatives aux personnes infectées, présumées infectées, à qui un test a été conseillé etc., avec les risques de recoupement évidents qu'implique cette centralisation. Ne serait-il pas possible d'atteindre l'objectif recherché sans intégrer ces données dans cette base de données centralisée auprès de Sciensano, mais uniquement dans une base de données gérée par les « centres de contact » ? Les centres de contact pourraient alors communiquer des données anonymisées (ou à tout le moins pseudonymisées) aux tiers effectuant de la recherche.

8. Ensuite, l'Autorité se demande s'il est prévu de mettre en place un système afin d'assurer l'exactitude des données concernant les personnes avec lesquelles le patient serait entré en contact, en particulier afin d'éviter que des personnes qui n'ont pas été en contact avec les patients se retrouvent par erreur dans la banque de données.

- **Article 3§ 1er de la proposition de loi**

9. Comme indiqué au chapitre II, les **finalités de traitement** des données poursuivies ne sont ni « déterminées ni explicites » et ne répondent dès lors pas à l'exigence de l'article 5.1.b) du RGPD. Ceci implique notamment :
   g. que les citoyens ne sont pas à même de comprendre les utilisations qui seront faites de leurs données : qui utilisera quelles données, pourquoi et comment (principe de prévisibilité);
   h. que l'Autorité n'est pas en mesure d'effectuer la vérification qui s'impose quant au fait que les données collectées et enregistrées dans la banque de données sont strictement adéquates, pertinentes et nécessaires au regard des finalités qui sont poursuivies (principe de minimisation des données) ;
   i. que la proposition de loi ouvre la porte à de possibles réutilisations de ces données à des fins autres que celles pour lesquelles elles semblent être collectées et qui sont attendues par le citoyen au vu de ce qui se dit sur la place publique (utilisation restreinte aux opérations de traçage dit « manuel » des contacts) ; la proposition de loi ne permet ainsi pas d'empêcher certains abus et dérives ;

10. Par ailleurs, comme l'Autorité l'a déjà indiqué, il convient de relier les finalités poursuivies et les données collectées pour atteindre ces finalités. En outre, la lisibilité de la proposition de loi requiert que la définition de la ou des finalités précède la détermination des catégories de données à collecter en vue d'atteindre ces finalités.

11. Enfin, l'Autorité perçoit mal l'articulation entre cet article 3§1er qui prévoit la communication de ces données par Sciensano aux centres de contact et l'article 2§1er de la proposition de loi qui prévoit que les centres de contact communiquent des données à Sciensano. Il est indispensable de clarifier ce point en précisant notamment quelles données font l'objet de quel flux entre ces instances.

- **Article 3§ 2 de la proposition de loi**

12. L'article 3 de la proposition de loi prévoit que les personnes ayant été en contact avec des personnes infectées seront contactées par les centres de contact qui leur fourniront des « recommandations adéquates ».

13. L'Autorité constatele caractère lacunaire de cette disposition qui vise pourtant l'objet même de la proposition de loi, à savoir les opérations de traçage par les centres de contact. Les termes vagues utilisés ne permettent pas au citoyen d'appréhender les usages qui seront faits de ses données. Comme indiqué ci-dessus, la proposition de loi devrait prévoir que ces agences ne peuvent avoir accès aux données nécessaires contenues dans la banque de données de Sciensano que si un cadre légal régional détaillant les modalités des opérations de traçage a été mis en place, en ce compris les réponses aux questions suivantes : en ce qui concerne les personnes qui auront eu des contacts avec des personnes infectées, seront-elles juste encouragées à surveiller l'apparition de symptômes ou contraintes de s'auto-isoler ? Elles seront contactées par « la voie électronique ». Si elles seront contactées par email, en quoi la collecte et l'enregistrement de leur numéro de téléphone et de leur adresse physique est-elle nécessaire et partant, justifiée ? Si elles seront contactées par téléphone, pourquoi ne pas l'indiquer et pourquoi collecter néanmoins leur adresse physique ? En cas d'absence de réponse ou de refus de fournir les données de ses contacts, un patient infecté ou présumé sera-t-il recontacté ? A combien de reprises ? Si les prises de contact sont multiples et qu'il est fait preuve d'une insistance considérable afin que ces patients coopèrent (comme le relate la presse), cela devrait en tous cas être reflété dans la proposition de loi. Si des visites domiciliaires sont envisageables sur base des données reprises dans la banque de données, comme cela semble être le cas, il y a lieu en faire mention dans la proposition de loi.

14. Il en va de même au sujet du paragraphe suivant de la proposition de loi qui évoque le recours à des médecins référents ou responsables administratifs de collectivités. S'il est envisagé de transmettre des données relatives à la santé de personnes infectées par le virus à des « *responsables administratifs* » de la communauté à laquelle ils appartiennent (université, prison, école, centre d'hébergement) et de charger ces derniers d'effectuer un traçage interne des contacts voire de prendre des mesures spécifiques de lutte contre la propagation du virus dans leur établissement, cela doit faire l'objet d'un encadrement législatif complet (détaillant les modalités de ce système et légitimant les traitements de données auquel il donnera lieu) et ne peut reposer sur la simple évocation de ce système dans trois paragraphes de la proposition de loi.

- **Article 4 § 1er de la proposition de loi**

15. L'Autorité se demande toujours si chaque médecin, hôpital, laboratoire et centre de contact devra systématiquement soumettre chacune de ses communications de données à Sciensano à une délibération du Comité de sécurité de l'information. Cette approche semble très lourde administrativement.

16. Quoi qu'il en soit, l'Autorité rappelle que c'est la proposition de loi qui doit déterminer les catégories de données qui doivent être communiquées à Sciensano pour chacune des finalités poursuivies. La détermination des catégories de données traitées pour chaque finalité ne peut donc pas être faite par la chambre sécurité sociale et santé du Comité de sécurité de l'information. En effet, comme l'Autorité l'a déjà rappelé[1], ni l'article 8 de la CEDH, ni l'article 22 de la Constitution, ni le RGPD, en particulier l'article 6.3, ne permettent un tel "chèque en blanc". Comme l'Autorité l'a déjà souligné plus haut, tout traitement de données à caractère personnel doit être encadré par une règlementation suffisamment précise, laquelle doit répondre à un besoin social impérieux et être une mesure proportionnée à la finalité (légitime) poursuivie. Cette règlementation dot être précise et définir, au moins, les éléments essentiels du traitement[2], dont les finalités déterminées, explicites et légitimes ; les (catégories de) données à caractère personnel qui sont pertinentes, adéquate et limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités poursuivies ; le délai de conservation maximal des données à caractère personnel enregistrées ; la désignation du responsable du traitement.

17. Cette disposition indique également que toute communication de données à caractère personnel par Sciensano à des tiers doit également faire l'objet d'une délibération. L'article 22 de la Constitution impose que les éléments essentiels des traitements de données (et certainement lorsqu'ils sont susceptibles de présenter un risque élevé pour les droits et libertés des personnes concernées, comme en l'espèce) soient encadrés spécifiquement par un texte légal ou réglementaire (arrêté), et donc pas une délibération du Comité de sécurité de l'information. La proposition de loi doit déterminer elle-même quels sont les « tiers » à qui Sciensano peut communiquer des données qu'elle désigne et les raisons pour lesquelles ces données leur seront communiquées. Certainement au vu de la quantité et de la sensibilité des données en question (données relatives à la santé, données relatives à une présomption d'infection suite à un contact) et de la possibilité pour leurs destinataires potentiels d'effectuer des recoupements entre ces différents types de données. L'Autorité attire l'attention du demandeur quant aux risques d'une

[1] Autorité, Avis n° 4/2019 du 16 janvier 2019 (cons. 9) ; APD, Avis n° 5/2019 du 16 janvier 2019 (cons. 7) ; APD, Avis n° 01/2020 du 17 janvier 2020 (cons. 19).
[2] Voir DEGRAVE, E., "L'e-gouvernement et la protection de la vie privée – Légalité, transparence et contrôle", Collection du CRIDS, Larcier, Bruxelles, 2014, p. 161 e.s. (voir e.a.: CEDH, arrêt Rotaru c. Roumanie, 4 mai 2000). Voir également quelques arrêts de la Cour constitutionnelle : l'arrêt n° 44/2015 du 23 avril 2015 (p. 63), l'arrêt n° 108/2017 du 5 octobre 2017 (p. 17) et l'arrêt n° 29/2018 du 15 mars 2018 (p. 26).

réutilisation des données reprises dans la base de données centrale à des fins telles que (1) le contrôle des médecins (qui auraient trop ou trop peu recommandé à leurs patients de se faire tester, voire trop tard), (2) le recrutement par certains destinataires de données, de travailleurs ayant déjà été testés ou ayant déjà été infecté, voire encore (3) le refus de rembourser certains soins à des patients qui n'auraient pas suivi les recommandations de s'auto-isoler ou de se faire tester. Si de telles utilisations des données reprises dans la base de données sont envisagées, elles doivent être expressément mentionnées (ou exclues) dans la proposition de loi.

18. La proposition de loi ne peut pas postposer la définition de ces éléments essentiels en mandatant un comité (le comité de sécurité de l'information) de s'en charger. La chambre sécurité sociale et santé du Comité de sécurité de l'information sera par contre vraisemblablement amenée à se prononcer par voie de délibération afin de déterminer les modalités des communications de données conformes à la proposition de loi (canaux de communication à préférer, mesures de sécurisation des données etc).

- **Article 4 § 2 de la proposition de loi**

19. La proposition de loi ne justifie pas en quoi le numéro d'identification du Registre national et le numéro d'identification de la Banque Carrefour de la sécurité sociale sont nécessaires pour accomplir les trois finalités annoncées ; ni pourquoi un accès général au registre national (et donc à toutes les données qu'il contient) serait nécessaire[3].

20. Par ailleurs, le deuxième alinéa de cette disposition prévoit que « *Une communication de données à caractère personnel en provenance d'autres sources requiert une délibération du Comité de sécurité de l'information précité* ». L'Autorité renvoie à ce qui a été exposé ci-dessus.

21. L'Autorité invite dès lors le demandeur à supprimer l'article 4 § 2 de la proposition de loi.

[3] Quoi qu'il en soit, l'Autorité rappelle que cette disposition est superflue en ce qui concerne le registre national parce que Sciensano peut, sur pied de l'article 5 de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques, accéder au registre national, à condition d'obtenir une autorisation du Ministre de l'Intérieur. L'Autorité précise qu'en l'absence d'une détermination des données précises auxquelles Sciensano pourrait avoir accès, il n'est pas possible de se passer de l'autorisation du Ministre de l'Intérieur. Cette disposition apparait également comme superflue en ce qui concerne les registres de la Banque-Carrefour de la sécurité sociale parce que Sciensano peut déjà, sur pied de l'article 4 § 4 de la loi du 15 janvier 1990, obtenir l'accès aux et la communication des données d'identification des registres Banque-carrefour.

- **Article 4 § 3 de la proposition de loi**

22. L'Autorité répète qu'elle ne comprend pas l'objectif de la formulation de l'obligation imposée à *« Toutes les personnes qui ont accès à la banque de données [de prendre] les mesures utiles pour garantir que les données à caractère personnel enregistrées soient traitées de manière confidentielle et uniquement pour les finalités mentionnées à l'article 3 ».* Si l'on vise ici membres du personnel de Sciensano, voire du personnel des destinataires des données manipulant les données, l'Autorité rappelle que cette obligation d'assurer la confidentialité des données s'impose déjà au responsable du traitement, Sciensano, à charge pour lui de les répercuter sur les membres de son personnel et ses sous-traitants. Si l'idée est-elle ici d'imposer une obligation aux agents des centres de contact qui sont sous le contrôle hiérarchique des agences régionales compétente en matière de santé, pourquoi faire référence aux 3 finalités reprises à l'article 3 (et non pas uniquement à la première) ? Quoi qu'il en soit, si l'objectif de cette disposition est de garantir la confidentialité des données, la proposition de loi de loi devrait imposer au responsable du traitement (Sciensano) la prise de mesures concrètes en termes de formation, de conclusion de contrats de confidentialité et de contrôle du respect des obligations qu'ils prévoient.

23. L'Autorité rappelle qu'aux termes de l'article 37.1 du RGPD[4], Sciensano, qui est une *« institution publique sui generis dotée de la personnalité juridique »*[5], doit désigner un délégué à la protection des données. Par ailleurs, au vu des missions qui lui sont attribuées, il semblerait que l'obligation de désigner un délégué à la protection des données lui soit également imposée aux termes de l'article 37.3 du RGPD qui impose aux responsables du traitement et aux sous-traitants de désigner un délégué à la protection des données lorsque « *[leurs] activités de base […] consistent en un traitement à grande échelle de catégories particulières de données visées à l'article 9 [dont les données concernant la santé]* ». L'article 4 § 3, alinéa 2, de la proposition de loi n'a dès lors aucune valeur juridique ajoutée par rapport à l'article 37 du RGPD. Cette disposition viole l'interdiction de retranscription du RGPD[6] et elle doit dès lors être supprimée.

- **Article 5 de la proposition de loi**

24. L'Autorité rappelle (1) qu'en vertu de l'article 5.1.e) du RGPD, les données à caractère personnel ne peuvent pas être conservées sous une forme permettant l'identification des personnes concernées

[4] Lu en combinaison avec l'article 5 de la LTD qui définit la notion d' « autorité publique ».
[5] Article 4 de la loi du 25 février 2018 portant création de Sciensano (I)
[6] Pour rappel, et comme la Cour de justice de l'Union européenne l'a établi dans une jurisprudence constante, l'applicabilité directe des règlements européens emporte l'interdiction de leur retranscription dans le droit interne parce qu'un tel procédé peut "(créer) une équivoque en ce qui concerne tant la nature juridique des dispositions applicables que le moment de leur entrée en vigueur" (CJUE, 7 février 1973, Commission c. Italie (C-39/72), Recueil de jurisprudence, 1973, p. 101, § 17). Voyez, également et notamment, CJUE, 10 octobre 1973, Fratelli Variola S.p.A. c. Administration des finances italienne (C-34/73), Recueil de jurisprudence, 1973, p. 981, § 11 ; CJUE, 31 janvier 1978, Ratelli Zerbone Snc c. Amministrazione delle finanze dello Stato, Recueil de jurisprudence (C-94/77), 1978, p. 99, §§ 24-26.

pendant une durée excédant celle nécessaire à la réalisation des finalités pour lesquelles elles sont traitées et (2) que la fixation de la durée de conservation des données constitue un élément essentiel qui doit être prévu dans la loi.

25. Dans la mesure où il n'est pas du tout établi qu'un arrêté royal proclamant « *la fin de l'état d'épidémie du coronavirus COVID-19*» sera publié, cette formulation ne permet pas de déterminer avec certitude le moment auquel cet effacement sera effectué.

26. Dans le cas d'espèce, il convient de prévoir dans la proposition de loi que les données seront effacées, au fur et à mesure qu'elles ne sont plus nécessaires aux fins du traçage. Concrètement,

    a. les données relatives aux personnes infectées ou présumées l'être, devraient être supprimées quand ces personnes ont été contactées et auront, ou pas, selon leur choix, fourni l'information demandée aux agents des centres de contact ; et
    b. les données relatives aux personnes qui ont été en contact avec des personnes infectées ou présumées l'être devraient être supprimées dès que ces personnes auront été contactées et auront reçu les recommandations de rigueur.

27. L'Autorité remarque également que rien n'est prévu pour les délais de conservation des données qui ont été transmises « *aux services d'inspection de la santé des régions* ». Le silence de la proposition de loi s'explique-t-il en raison de l'existence de législations régionales (si oui, lesquelles ?) déterminant la durée de conservation des données conservées par ces services dans le cadre d'initiatives visant à combattre la propagation des effets nocifs causés par les maladies infectieuses ?

28. Pour ce qui est des données communiquées à des tiers à des fins de recherche scientifique, statistique et/ou d'appui à la politique, la proposition de loi prévoit, par contre, que le délai de conservation maximale sera déterminé par le Comité de sécurité de l'information. L'Autorité rappelle que la proposition de loi doit définir elle-même les critères qui permettent de déterminer les délais de conservation maximale des données communiquées à des tiers.

29. La proposition de loi indique que les agences régionales compétentes en matière de santé agissent en tant que responsables du traitement en ce qui concerne les traitements de données effectués par les centres de contact ; il leur revient donc à ce titre de fixer le délai de conservation des données collectées, générées et/manipulées par ces centres de contact ;

30. À titre de remarque finale, la proposition de loi est muette quant à l'information à fournir (contenu, contexte, canal etc.) aux patients, contacts et autres personnes dont les données seront enregistrées dans la base de données centrale. Au moment où un patient effectue un test, est-il informé du fait que le résultat du test et toute une série de données sont enregistrées dans une base de données centrale, seront utilisées par un centre de contact pour contacter ces contacts et seront transmises aux destinataires visés par la proposition de loi?

PAR CES MOTIFS,

L'Autorité constate qu'il n'ait pas été remédié aux principaux griefs formulés dans son avis sur le projet d'arrêté royal. Elle insiste, à nouveau, pour que la proposition de loi soit restructurée et qu'elle distingue, pour chacune des finalités poursuivies, les sources des données collectées, les catégories de données collectées, le ou les responsables du traitement, la durée de conservation des données, les catégories de destinataires auxquels les données pourront être communiquées et les circonstances dans lesquelles et les raisons pour lesquelles elles leur seront communiquées. Lors de cette restructuration de la proposition de loi, qui devra en améliorer la lisibilité et la prévisibilité, le demandeur veillera, par ailleurs, à ce que les traitements qu'il encadre respectent les principes de nécessité et de proportionnalité.

Plus fondamentalement, l'Autorité constate que la proposition de loi qui, malgré une rédaction qui manque de clarté et de cohérence, semble vouloir mettre en place un système de traçage des contacts mais organise en réalité, sans nécessité apparente, la centralisation d'une quantité indéfinie (et indéfinissable) de données (y compris sensibles ou dont l'accès est restreint de par des lois spécifiques) au sein d'une banque de données constituée et gérée par une instance qui n'en fait pas usage. La proposition de loi ne créé pas un cadre légal suffisant permettant de créer l'exception au secret médical nécessaire pour permettre la communication de données de santé par des médecins à la banque de données qui est créée. La proposition de loi doit également prévoir que les données dont elle prévoit l'enregistrement dans la banque de données ne pourront être rendues accessibles aux centres de contact que lorsqu'un cadre légal régional détaillant précisément les usages qui en seront faits, aura été mis en place. L'Autorité constate également qu'elle omet la définition de toute une série d'éléments essentiels au Comité de la sécurité de l'information, dont ce n'est pas la compétence, plutôt que de prévoir ces éléments dans la loi comme requis par la constitution, la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales et le GDPR. La proposition de loi doit être fondamentalement revue afin notamment que son objet en soit précisé (constitution et gestion d'une banque de données vs traçage effectif des contacts), que les finalités de la constitution de cette banque de données soient définies de façon claire et précise, que les autres éléments essentiels y soient définis (sans renvoi à

une définition ultérieure par un tiers), que le rôle des intervenants soit précisé et que les durées de conservation des données soient complétées, sans qu'il soit fait renvoi au Comité de la sécurité de l'information pour la détermination de (tout ou partie de) ces éléments.

Alexandra Jaspar
Directrice du Centre de Connaissances

Advies nr. 42/2020 van 25 mei 2020

Betreft: adviesaanvraag betreffende een wetsvoorstel tot oprichting van een databank bij Sciensano in het kader van de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19 (CO-A-2020-048)

De Gegevensbeschermingsautoriteit (hierna "de Autoriteit");

Gelet op de wet van 3 december 2017 *tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit,* inzonderheid op artikel 23 en 26 (hierna "WOG");

Gelet op de Verordening (EU) 2016*/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening* gegevensbescherming) (hierna "AVG");

Gelet op de wet van 30 juli 2018 *betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens* (hierna "WVG");

Gelet op het verzoek van de heer Patrick Dewael, Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, ontvangen op 15 mei 2020;

Gelet op de hoogdringendheid van de adviesaanvraag;

Brengt op 25 mei het volgend advies uit:

I. ONDERWERP EN CONTEXT VAN DE ADVIESAANVRAAG

1. De Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers (hierna "de aanvrager"), heeft aan de Autoriteit gevraagd om bij hoogdringendheid advies te verstrekken over een wetsvoorstel tot oprichting van een databank bij Sciensano in het kader van de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19 (hierna "het wetsvoorstel").

2. Volgens de "Toelichting" bij het wetsontwerp wenst de regering, in het kader van een exitstrategie, het Belgisch Instituut voor Volksgezondheid Sciensano te belasten met de "*opdracht [...] om in het kader van haar wettelijk vastgelegde surveillance- activiteiten, gezondheidsgegevens van patiënten* in te zamelen *bij diverse zorgverleners of organisaties in de gezondheid of de zorg en deze te* ***verwerken in een databank****. [...]* Tevens worden persoonsgegevens ***opgeslagen*** *[…] ».* van personen waarmee de patiënt in contact is geweest. Nog steeds volgens deze "Toelichting" "*is de doelstelling van deze gegevensinzameling drieledig: Vooreerst dient deze om de betrokken patiënten te kunnen opsporen en contacteren. Vervolgens is de gegevensinzameling noodzakelijk met het oog op toekomstige wetenschappelijk, statistisch en/of beleidsondersteunend onderzoek, na pseudonimisering of anonimisering. En ten slotte worden gegevens bezorgd aan de gezondheidspreventieinspectiediensten van de gewesten in het kader van initiatieven om uitbreiding van schadelijke effecten, die veroorzaakt zijn door infectieziekten, tegen te gaan* ».

3. Het wetsvoorstel beoogt een wettelijk kader te bieden voor de **oprichting van deze databank** (artikel 1 van het wetsvoorstel). Het bepaalt met name de doeleinden waarvoor deze databank wordt opgezet (artikel 3 van het wetsvoorstel), de categorieën gegevens die erin worden opgenomen (artikel 2 van het wetsvoorstel) en de bewaartermijn ervan (artikel 5 van het wetsvoorstel). Het wetsvoorstel bepaalt dat elke **mededeling aan derden van gegevens uit de databank** dat het opricht, het voorwerp moet uitmaken van een beraadslaging door het Informatieveiligheidscomité (Kamer voor sociale zekerheid en gezondheid) (artikel 4, § 2, van het wetsvoorstel). Het wetsvoorstel voorziet ook in de mogelijkheid voor Sciensano om toegang te krijgen tot het Rijksregister en de registers van de Kruispuntbank voor Sociale Zekerheid (artikel 4, § 2, van het wetsvoorstel) om de databank aan te vullen. Het bepaalt ook dat alle personen die toegang hebben tot de databank, de nodige maatregelen moeten nemen om ervoor te zorgen dat de daarin opgenomen persoonsgegevens vertrouwelijk worden verwerkt en alleen worden gebruikt voor een van de drie doeleinden van de databank (artikel 4, § 3, van het wetsvoorstel). Het wetsvoorstel vereist dat Sciensano een functionaris voor gegevensbescherming aanwijst (artikel 4, lid 3, van het wetsvoorstel). Ten slotte voorziet het in de verwijdering van gegevens door Sciensano vijf dagen na de publicatie van het Koninklijk Besluit dat

het einde van de toestand van de coronavirus COVID-19 epidemie afkondigt en dat de bewaartermijn van de gegevens door de epidemiologen zal worden bepaald door het Informatieveiligheidscomité.

4. De tekst van het wetsvoorstel lijkt sterk op de tekst van het voorontwerp van koninklijk besluit dat op 23 april 2020 door de heer Philippe De Backer voor advies aan de Autoriteit werd voorgelegd en waarover de Autoriteit op 29 april 2020 advies heeft uitgebracht. Er zijn echter enkele elementen toegevoegd, hetzij ter verduidelijking van sommige bepalingen van het oorspronkelijke ontwerp, hetzij voor andere doeleinden . **De belangrijkste leemten in de oorspronkelijke tekst zijn echter niet opgevuld**.

5. Dit advies van de Autoriteit wordt eveneens met uiterste spoed en op basis van de beschikbare informatie uitgebracht. De Autoriteit dringt er opnieuw op aan om geraadpleegd te worden als er belangrijke wijzigingen in het wetsvoorstel zouden worden aangebracht. Ook wordt de aanvrager verzocht het wetsvoorstel grondig te herzien om fouten in de logica, de grammatica en de spelling te verwijderen en definities bij op te nemen voor een beter begrip.

6. Dit nieuwe advies bestaat uit twee delen. In het eerste deel maakt de Autoriteit een algemene opmerking over de voorzienbaarheid en proportionaliteit van de gegevensverwerking, die hier ontbreken (II). In het tweede deel van haar advies zet de Autoriteit haar opmerkingen artikelsgewijs uiteen (III).

II. ALGEMENE OPMERKING BETREFFENDE DE VOORZIENBAARHEID EN PROPORTIONALITEIT VAN HET VOORONTWERP

1. De oprichting van een gecentraliseerde databank, met name wanneer deze gevoelige gegevens bevat (in dit geval gezondheidsgegevens) uit verschillende bronnen en meerdere, onderscheiden doeleinden nastreeft, vormt een aanzienlijke inmenging op het recht op bescherming van persoonsgegevens. De Autoriteit herinnert er nogmaals aan dat elke inmenging in het recht op eerbiediging van de bescherming van persoonsgegevens, in het bijzonder wanneer het gaat om een aanzienlijke inmenging, alleen is toegestaan **indien zij noodzakelijk is en in verhouding staat tot het nagestreefde doel** (of de nagestreefde doelen) en indien zij wordt **omkaderd door een norm die voldoende duidelijk en nauwkeurig is waarvan de toepassing voor de betrokken personen te voorzien is.**

2. Elke norm die de verwerking van persoonsgegevens regelt, met name wanneer deze verwerking een aanzienlijke inmenging vormt op de rechten en vrijheden van de betrokkenen, moet dus voldoen aan de eisen van voorzienbaarheid en nauwkeurigheid, zodat de betrokkenen **bij het lezen ervan duidelijk kunnen zien welke verwerking met hun gegevens wordt uitgevoerd en onder**

welke omstandigheden de gegevensverwerking is toegestaan. Overeenkomstig artikel 6.3 van de AVG, gelezen in samenhang met artikel 22 van de Grondwet en artikel 8 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, **moeten de essentiële elementen van de verwerking in detail worden beschreven.** Het gaat in het bijzonder over het of de **precieze doeleinde(n)** van de verwerking, de identiteit van de verwerkingsverantwoordelijke(n), **de categorieën verwerkte gegevens**, met dien verstande dat deze in overeenstemming moeten zijn met artikel 5.1 van de AVG, "*toereikend, ter zake dienend en beperkt tot wat noodzakelijk is voor de doeleinden waarvoor ze worden verwerkt*"; de **categorieën betrokkenen van wie de gegevens zullen worden verwerkt** (personen van wie de gegevens zullen worden verwerkt); van de **bewaartermijn van de gegevens**; de ontvangers of categorieën ontvangers aan wie hun gegevens worden meegedeeld, de **omstandigheden waarin en de redenen waarvoor** ze zullen worden **meegedeeld en alle maatregelen om een rechtmatige en eerlijke verwerking van persoonsgegevens te waarborgen**.

3. De Autoriteit stelt algemeen vast dat het wetsvoorstel niet voldoende tegemoet komt aan de vereiste van duidelijkheid en voorzienbaarheid van de norm.

   De doeleinden van de gegevensverwerking waarin het wetsvoorstel voorziet, zijn immers niet welbepaald noch uitdrukkelijk omschreven.

4. Vooreerst zijn de **doeleinden** zoals ze nu zijn omschreven in het wetsvoorstel, onvoldoende bepaald en uitdrukkelijk omschreven. Artikel 3 van het voorontwerp identificeert drie doeleinden:

   « *1° het door een contactcentrum opsporen en contacteren van de personen bedoeld in artikel 2, §§ 2, 3 en 4, in het kader van de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19;*
   2° het realiseren van wetenschappelijk, statistisch en/ of beleidsondersteunend onderzoek, na pseudonimisering, door epidemiologen verbonden aan de COVID-19 Risk Assessment Group of door andere epidemiologen daartoe gemachtigd door het informatieveiligheidscomité;
   3° het meedelen van gegevens aan de gezondheidspreventieinspectiediensten van de gewesten (...) in het kader van initiatieven om uitbreiding van schadelijke effecten, die veroorzaakt zijn door infectieziekten, tegen te gaan. »

5. Deze doeleinden zijn niet voldoende welbepaald en uitdrukkelijk omschreven om tegemoet te komen aan de vereiste van artikel 6.3 van de AVG, samen gelezen met het artikel 5.1.b).

6. Het **eerste doeleinde** is zodanig beschreven dat het niet mogelijk is om te begrijpen welke gegevens door wie, hoe of met welk doel worden verwerkt. In dit verband wordt verwezen naar de vragen van de Autoriteit in haar bovengenoemd advies over het voorontwerp van koninklijk besluit.

De aanvrager moet de beschrijving van dit eerste doeleinde herformuleren om aan deze vragen tegemoet te kunnen komen. Er zou bijvoorbeeld gebruik gemaakt kunnen worden van een gelijkaardige formulering :

«Art. 3 § 1.
1° De [geef aan om welke gegevens of welke categorieën gegevens het gaat] worden ter beschikking gesteld van de vier gewestelijke contactcentra die belast zijn met het contacteren van personen per telefoon, e-mail of huisbezoek, die besmet zijn verklaard of vermoedelijk besmet zijn met Covid-19, om hen te vragen de gegevens te verstrekken over de in artikel 2, §2, bedoelde personen met wie zij gedurende de drie weken voorafgaand aan de datum fysiek contact hebben gehad; »

7. Er zou een **vierde doeleinde** na het eerste moeten worden toegevoegd. Deze zou als volgt kunnen luiden:

« « *2° De [geef aan om welke gegevens of welke categorieën gegevens het gaat] worden ter beschikking gesteld van de vier gewestelijke contactcentra die ermee belast zijn om telefonisch, per e-mail of via huisbezoek de personen, bedoeld in artikel 2 § 4 te contacteren, waarmee de personen bedoeld in artikel 2 § 2 in fysiek contact zijn geweest, om hen hygiëne en preventierichtlijnen te verstrekken [en/of quarentairne op te leggen of voor te stellen, of uit te nodigen om te worden getest op COVID-19 of hen een dergelijke test op te leggen].*

8. Ook de formulering van het huidige **tweede doeleinde** zou moeten worden verbeterd. Een voorbeeld hiervan zou kunnen zijn (onder voorbehoud van wat hierna wordt uitgelegd over de noodzaak om hierin te voorzien in het wetsvoorstel):

" 2° De [geef aan om welke gegevens of welke categorieën gegevens het gaat] kunnen door onderzoeksinstellingen worden verwerkt om hen in staat te stellen wetenschappelijke of statistische studies uit te voeren inzake de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19 en/of om het beleid op dit gebied te ondersteunen in overeenstemming met titel 4 van de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens. En dit na anonimisering of pseudonimisering voor het geval dat hun anonimisering niet zou toelaten hun doel te bereiken".

9. Dit gezegd zijnde, is de Autoriteit van mening dat dit doeleinde niet specifiek in het wetsvoorstel hoeft te worden opgenomen, omdat het volstaat de relevante bepalingen inzake onderzoek van de AVG en de WVG na te leven. De toevoeging van dit epidemiologische onderzoeksdoel is schadelijk voor het

begrip van het project en kan leiden tot verwarring bij de burgers. De Autoriteit beveelt daarom aan de bepalingen in het wetsvoorstel met betrekking tot het onderzoekskader te schrappen.

10. De formulering van het huidige **derde doeleinde** is eveneens te vaag en moet worden herzien. Een voorbeeld zou kunnen zijn:

> *« (3) De vier gewestelijke contactcentra delen [geef aan om welke gegevens of welke categorieën gegevens het gaat] mee aan de gezondheidsinspectiediensten van de in artikel 3.3° bedoelde gewesten om hen in staat te stellen [nader omschrijven wat wordt bedoeld met "in het kader van initiatieven ter bestrijding van de verspreiding van schadelijke gevolgen van besmettelijke ziekten »].*

11. Een aantal van de vragen die de Autoriteit in haar vorige advies heeft gesteld, blijven onbeantwoord: wat moet concreet begrepen worden onder *"initiatieven om uitbreiding van schadelijke effecten, die veroorzaakt zijn door infectieziekten, tegen te gaan*"? Zijn dit alleen initiatieven ter bestrijding van de schadelijke effecten van COVID-19 of kunnen de gegevens ook worden gebruikt in de strijd tegen andere infectieziekten? Zoals hierboven gezegd, vraagt de Autoriteit vraagt zich verder af waarom de gegevens die aan de gezondheidspreventieinspectiediensten worden doorgegeven, gecentraliseerd moeten worden bij Sciensano ? Waarom is het niet voldoende om te voorzien in rechtstreekse communicatie tussen de contactcentra en deze diensten?

12. Om de voorzienbaarheid van de norm te waarborgen, is het niet alleen noodzakelijk om de nagestreefde doelen, de bronnen van de verzamelde gegevens, de categorieën verzamelde gegevens en de categorieën ontvangers te herzien of te verduidelijken (zie ook de " commentaar bij de artikelen" hieronder), maar is het ook noodzakelijk om het wetsvoorstel **beter te structureren**, **en voor elk doel** te verduidelijken: de categorieën gegevens in de databank, de bron(nen) van deze gegevens, de identiteit van de verwerkingsverantwoordelijke(n), de bewaartermijnen van de gegevens en, in voorkomend geval, de categorieën ontvangers aan wie de gegevens mogen worden verstrekt en de omstandigheden waarin en de redenen waarom zij worden verstrekt. De huidige formulering van het wetsvoorstel, waarin geen onderscheid wordt gemaakt tussen deze verschillende elementen in functie van het nagestreefde doel, ondermijnt in ernstige mate de transparantie en de voorzienbaarheid van de verwerkingen die het beoogt te omkaderen.

13. Naast de verbetering van de voorzienbaarheid van het wetsvoorstel zal de herstructurering " per doeleinde " het mogelijk maken om er **beter op toe te zien dat de verwerkingen die onder het wetsvoorstel vallen, de beginselen van noodzakelijkheid en proportionaliteit eerbiedigen.** Deze herstructurering van het wetsvoorstel houdt met name in dat de aanvrager ervoor zorgt dat de verzamelde en in het voorontwerp opgenomen gegevens strikt toereikend, ter zake dienend en

noodzakelijk zijn voor het nagestreefde doel (beginsel van minimale gegevensverwerking). Indien bijvoorbeeld de registratie van anonieme of ten minste gepseudonimiseerde gegevens volstaan om het doel te bereiken, moet het wetsvoorstel voorzien in de registratie van dergelijke geanonimiseerde of ten minste gepseudonimiseerde gegevens in plaats van de registratie van niet-gepseudonimiseerde persoonsgegevens.

III. COMMENTAAR BIJ DE ARTIKELEN VAN HET WETSVOORSTEL

Naast de bovenstaande fundamentele en algemene opmerkingen heeft de Autoriteit meer specifieke opmerkingen bij een aantal bepalingen van het wetsvoorstel.

- **Artikel 1 van het wetsvoorstel**

1. Het wetsvoorstel handelt over "*de oprichting van een databank bij Sciensano in het kader van de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19*". In overeenstemming met deze titel is de inhoud van het wetsvoorstel in wezen de verzameling en registratie van gegevens in een databank door Sciensano (evenals de communicatie van deze gegevens aan derden). Een grondige lezing van de tekst maakt het mogelijk te begrijpen dat **het wetsvoorstel in feite tot doel heeft een systeem voor de tracering van contacten op te zetten door contactcentra die onder het gezag van regionale agentschappen staan (bedoeld in de laatste alinea van artikel 3), wat inhoudt dat deze operatoren een grote hoeveelheid persoonsgegevens, waaronder gezondheidsgegevens (bekend als "gevoelige gegevens"), verzamelen en gebruiken.** Onverminderd de bevoegdheid van de regio's om de praktische details van hun traceringssysteem op te zetten, moet het voorstel de fundamentele aspecten van dit systeem regelen, anders kan de wettigheid van de terbeschikkingstelling van de gegevens uit de centrale databank aan de regionale agentschappen niet worden gegarandeerd. Het wetsvoorstel moet bovendien bepalen dat deze agentschappen alleen toegang kunnen krijgen tot de noodzakelijke gegevens in de Sciensano-daatbank als er een regionaal wettelijk kader is vastgesteld waarin de modaliteiten van de opsporingsverrichtingen in detail zijn beschreven.

2. Het wetsvoorstel moet dus in ieder geval afzonderlijke en gedetailleerde hoofdstukken bevatten waarin het volgende wordt beschreven:
    - Het beginsel van de mededeling van medische gegevens aan Sciensano - dat voor artsen (en andere in artikel 2, lid 1, bedoelde zorgverleners) kennelijk verplicht is gesteld - vereist in feite een duidelijk wettelijk kader dat voorziet in deze verplichting tot mededeling, in afwijking van het medisch beroepsgeheim, waarop de Orde van geneesheren onlangs de aandacht op heeft gevestigd. Zowel de regels inzake gegevensbescherming als het medisch beroepsgeheim sluiten uit dat een dergelijke

verwerking van medische gegevens wordt toegestaan of a fortiori verplicht wordt gesteld door een beraadslaging van een comité, buiten enige wettelijke omkadering om;

- de fundamentele aspecten van het opsporingssysteem die een fundamentele impact hebben op de bescherming van rechten en vrijheden (mogelijke huisbezoeken, bevel tot zelfisolering, sancties bij uitblijven van een antwoord, foutief antwoord, enz) ;
- de eventuele mogelijkheden voor derden (met name epidemiologen), waarvan de categorieën uitputtend zouden worden opgesomd, om bepaalde gegevens (waarvan de categorieën ook uitputtend zouden worden opgesomd) te verkrijgen van de agentschappen die verantwoordelijk zijn voor de contactcentra (in hun hoedanigheid van verantwoordelijken voor de door die centra uitgevoerde verwerkingen) voor onderzoeks-, statistische of archiveringsdoeleinden. In dit verband en zoals hieronder uiteengezet, wijst de Autoriteit er reeds op dat er geen aanwijzingen zijn dat deze gegevens moeten worden gecentraliseerd in een databank die door een derde partij (Sciensano) wordt bijgehouden; een dergelijke centralisering is derhalve niet in overeenstemming met de beginselen van noodzakelijkheid, proportionaliteit en minimalisering en kan derhalve niet worden aanvaard.

In dit verband beveelt de Autoriteit aan :

- om de titel van het wetsvoorstel te herformuleren als volgt :

  « *Wetsvoorstel betreffende de invoering van een opsporingssysteem van personen die (vermoedelijk) met het coronavirus COVID-19 besmet zijn"*
- en het doeleinde ervan (en artikel 1 van het wetsvoorstel) als volgt te omschrijven:

  « *Art. 1. Het doel van de deze wet is het opzetten van een systeem dat bekend staat als "opsporing van contacten" met het oog op het doorbreken van de besmettingsketen van het COVID-19 coronavirus, door via telefonisch, digitaal of thuisbezoek, aanbevelingen te doen aan personen die risicovol lichamelijk contact hebben gehad met besmette patiënten of die vermoedelijk besmet zijn*."

Ter afsluiting van dit punt dringt de Autoriteit erop aan dat het wetsvoorstel het doel ervan en de beoogde gegevensverwerkingsactiviteiten weerspiegelt. Het huidige wetsontwerp **regelt niet de gegevensverwerking die wordt uitgevoerd door de belangrijkste actoren van het project, namelijk de contactcentra die verantwoordelijk zijn voor de opsporing en de artsen of andere personen die verantwoordelijk zijn voor het verstrekken van de gegevens** die in de databank moeten worden geregistreerd. Het lijkt er veeleer op dat de regionale agentschappen worden verplicht een beroep te doen op een "verplichte" dienstverlener om de gegevens te bewaren die zij zullen gebruiken of genereren, ook al is (1) centralisatie van deze gegevens niet vereist (en dus

niet toegestaan) en (2) moeten deze agentschappen vrij blijven in de keuze van de middelen die zij gebruiken voor hun gegevensverwerking en de keuze van hun eventuele verwerkers.

De Autoriteit herinnert eraan dat de aanwijzing van Sciensano als de verwerkingsverantwoordelijke (artikel 1 van de voorgestelde wet) inhoudt dat deze verantwoordelijk is voor de naleving van alle verplichtingen die aan de verwerkingsverantwoordelijken in het kader van de AVG worden opgelegd (verstrekking van toereikende informatie aan de betrokkenen, invoering van een systeem voor het beheer van de rechten van de betrokkenen, invoeren van passende beveiligingsmaatregelen, risicoanalyse, enz.) Ook de reikwijdte van deze aanwijzing moet worden verduidelijkt. Sciensano treedt alleen op als verwerkingsverantwoordelijke voor de voormelde verrichtingen inzake gegevensverzameling, de registratie in de databank en de mededeling van de gegevens aan derden. Niet voor de zogenaamde " opsporingsverrichtingen" (contact opnemen met besmette personen en hun contacten).

Wat deze verrichtingen betreft, zijn het de regionale agentschappen (die toezicht houden op de contactcentra) die verantwoordelijk zijn voor de verwerking en de Autoriteit wijst er ook op dat zij in die hoedanigheid veiligheidsmaatregelen moeten nemen, het recht van toegang voor de burger moeten waarborgen, een risicoanalyse moeten uitvoeren, enz.

Ook moet, vooral omwille van de transparantie, het verband worden verduidelijkt tussen (de gegevensverwerking waarop dit wetsvoorstel betrekking heeft) dit wetsvoorstel en het wetsvoorstel van 13 mei inzake opsporingsapplicaties (DOC 55 1251/001). Met andere woorden, als een gebruiker gebruik maakt van een digitale opsporingsapplicatie, worden zijn of haar gegevens dan meegedeeld (en zo ja, welke gegevens, door wie en hoe?) aan Sciensnao en geregistreerd in zijn centrale databank?

3. Het wetsvoorstel voorziet in de **centralisatie van een grote hoeveelheid gegevens**, voornamelijk medische en dus **gevoelige gegevens, in de handen van één enkele actor die niet de actor is die verantwoordelijk zal zijn voor het vervullen van de drie voorziene doeleinden**; Sciensano is immers:
    a. niet belast met het contacteren met besmette (of vermoedelijk besmette) personen, verrichtingen die worden uitgevoerd door contactcentra onder de verantwoordelijkheid van de regionale agentschappen bevoegd inzake gezondheid;
    b. niet belast met de uitvoering van de epidemiologische studies als bedoeld in artikel 1, §2° ;
    c. en ook niet gemachtigd voor het nemen van "initiatieven om uitbreiding van schadelijke effecten, die veroorzaakt zijn door infectieziekten, tegen te gaan"

De Autoriteit vraagt zich af waarom elk van de actoren die belast zijn met het vervullen van deze doeleinden niet zelf de noodzakelijke gegevens kan verzamelen en registreren, ook al betekent dit dat zij deze rechtstreeks aan de onder het wetsvoorstel vallende epidemiologische en volksgezondheidsonderzoeksinstanties moeten verstrekken.

Bovendien begrijpt de Autoriteit niet waarom de gegevens met betrekking tot "zieken" (personen die worden verondersteld met het virus te zijn besmet, die een test hebben uitgevoerd, die een test hebben voorgeschreven gekregen of die met een bevestigde diagnose in het ziekenhuis zijn opgenomen) en de gegevens met betrekking tot de personen waarmee zij in contact zijn gekomen, in dezelfde databank moeten worden geregistreerd (wetende dat deze laatsten worden "meegedeeld door de contactcentra", die dus al over deze gegevens beschikken om met deze personen contact op te nemen en dus niet bij Sciensano hoeven te worden geregistreerd - artikel 2, §4, van het wetsvoorstel).

Deze centralisatie van een grote hoeveelheid gezondheidsgegevens in één enkele gegevensbank die is opgezet, eigendom is van en wordt beheerd door een actor die slechts als tussenpersoon optreedt, (1) is niet in overeenstemming met de beginselen van noodzakelijkheid en minimalisering (2).

- **Artikel 2 §2 van het wetsvoorstel**

4. Het wetsvoorstel toont niet de **noodzaak en de proportionaliteit** aan van het verzamelen en registreren van alle gegevens die het regelt, wat nochtans wel vereist is. Immers:
    a. het wetsvoorstel legt geen enkel verband tussen de verzamelde gegevens en de doeleinden waarvoor ze worden verzameld (zoals de Autoriteit reeds had aangegeven in haar advies over het voorontwerp van koninklijk besluit) en bevat slechts een (zeer lange) lijst van gegevens enerzijds (met betrekking tot personen die - vermoedelijk - met het virus zijn besmet), een test hebben uitgevoerd, een test hebben voorgeschreven gekregen of in het ziekenhuis zijn opgenomen met een bevestigde diagnose) en een lijst van doeleinden van de andere gegevens, waardoor het onmogelijk is om te bepalen of deze gegevens (en welke) nodig zijn voor de verrichtingen die in het kader van elke doeleinde zullen worden uitgevoerd;
    b. het wetsvoorstel toont geenszins het nut (en dus de wettelijkheid) aan van het verzamelen (bij ziekenhuizen, artsen, laboratoria en contactcentra) en het registreren in de databank van bepaalde gegevens; dit geldt in het bijzonder voor het RIZIV-nummer van de arts. Op welke manier gaat het over een "toereikend, ter zake dienend en noodzakelijk gegeven ten opzichte van de doeleinden" en met betrekking tot welke doeleinde?
    c. het wetsvoorstel bepaalt zelfs dat de databank kan worden aangevuld met gegevens "van andere bronnen" zonder vermelding van de gegevens in kwestie of de bron van die

gegevens, waardoor de soorten gegevens die eraan zouden kunnen worden toegevoegd tot in het oneindige worden uitgebreid (artikel 4, §2) ;

d. het wetsvoorstel rechtvaardigt niet, zelfs niet summier (de "Toelichting" die enkel verwijst naar de noodzaak om "*patiënten* eenduidig te identificeren " en de "*de link tussen de verzamelde gegevens mogelijk te maken*") hoe het identificatienummer van het Rijksregister en het identificatienummer van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid (die Sciensano, indien niet verstrekt door de bovenvermelde dienstverleners, rechtstreeks bij de betrokken instellingen kan inzamelen) nodig zijn om de drie aangekondigde doeleinden te bereiken ; noch waarom er een algemene toegang tot het Rijksregister (en dus tot alle gegevens dat het bevat) is voorzien (artikel 4 §2, van het wetsontwerp). De registratie van deze twee nummers biedt meerdere mogelijkheden voor kruisingen tussen de gegevens in de Sciensano databank en de gegevens in andere bestanden (waaronder wetshandhaving, sociale, fiscale enz.) ;

e. De Autoriteit vraagt zich af waarom gegevens over personen die negatief of " positief maar niet of niet meer besmet" testen, ook in de databank zullen worden opgenomen. Op het eerste gezicht is de Autoriteit van mening dat de registratie van deze gegevens niet in verhouding staat tot het nagestreefde doel, omdat dit zou leiden tot de registratie van een grote hoeveelheid gegevens over personen die niet met COVID-19 zijn besmet. Het lijkt in ieder geval noodzakelijk dat deze gegevens worden verwijderd als de test negatief blijkt te zijn;

f. De Autoriteit vraag zich af hoe de gegevens "*het soort, de datum en het nummer van de steekproef en het resultaat van de test*" nodig zijn om een van de in artikel 3 genoemde doeleinden te verwezenlijken en welke. Hetzelfde geldt voor het RIZIV-nummer van de arts. Geen van deze gegevens blijkt nodig te zijn om contact op te nemen met COVID-19 besmette personen of hun contactpersonen.

5. Bovendien wijst de Autoriteit erop dat de gegevens "*vermoedelijke diagnose bij gebrek aan test*" nauwelijks als nauwkeurige gegevens in de zin van artikel 5.1. d), van de AVG kunnen worden beschouwd.

- **Artikel 2 §3 van het wetsvoorstel**

6. De Autoriteit vraagt zich af wat bedoeld wordt met het begrip "resultaat van de CT-scan" en voor welk doel deze gegevens nodig zijn.

- **Artikel 2 § 4 van het wetsvoorstel**

7. In de eerste plaats zoals hierboven als vermeld, vraagt de Autoriteit zich af of de gegevens van

de personen met wie de patiënt in contact is gekomen, moeten worden opgenomen in de centrale databank die door Sciensano wordt beheerd, en die ook gegevens bevat over besmette personen, vermoedelijk besmette personen, personen die zijn geadviseerd om een test te doen, enz. ... met het evidente risico op kruisingen die een dergelijke centralisatie met zich meebrengt. Zou het niet mogelijk zijn het gewenste doel te bereiken zonder deze gegevens te integreren in deze bij Sciensano gecentraliseerde databank, maar alleen in een databank die door de "contactcentra" wordt beheerd? De contactcentra kunnen dan geanonimiseerde (of in ieder geval gepseudonimiseerde) gegevens doorgeven aan derden die onderzoek doen.

8. Voorts vraagt de Autoriteit zich af of er plannen zijn om een systeem in te voeren om de juistheid van de gegevens van de personen met wie de patiënt mogelijk in contact is gekomen, te waarborgen, met name om te voorkomen dat personen die niet in contact zijn geweest met de patiënten per ongeluk in de databank worden opgenomen.

- **Artikel 3 § 1 van het wetsvoorstel :**

9. Zoals in hoofdstuk II is vermeld, zijn de **doeleinden waarvoor de gegevens worden verwerkt** niet "welbepaald noch uitdrukkelijk omschreven" en voldoen zij dus niet aan de vereiste van artikel 5.1, b), van de AVG. Dit houdt met name in:
   g. dat burgers niet in staat zijn te begrijpen welk gebruik er van hun gegevens zal worden gemaakt: wie zal welke gegevens gebruiken, waarom en hoe (principe van voorzienbaarheid);
   h. dat de Autoriteit niet in staat is de nodige controles uit te voeren om na te gaan of de in de databank verzamelde en opgeslagen gegevens strikt toereikend, ter zake dienend en noodzakelijk zijn voor de doeleinden waarvoor zij worden verzameld en opgeslagen (beginsel van minimale gegevensverwerking);
   i. dat het wetsvoorstel de deur opent voor het mogelijke hergebruik van deze gegevens voor andere doeleinden dan die waarvoor ze lijken te worden verzameld en die door de burger worden verwacht met het oog op wat er in de publieke arena wordt gezegd (gebruik beperkt tot zogenaamde "manuele" contacttracering); het wetsvoorstel verhindert dus niet dat bepaalde vormen van misbruik en afwijkingen worden voorkomen.

10. Bovendien moeten, zoals de Autoriteit reeds heeft aangegeven, de nagestreefde doeleinden en de daarvoor verzamelde gegevens met elkaar in verband staan. Bovendien vereist de leesbaarheid van het voorontwerp dat het/de doeleinde(n) bepaald worden vooraleer de categorieën gegevens die moeten worden verzameld om deze doelen te bereiken, worden vastgesteld.

11. Ten slotte ziet de Autoriteit het verband niet tussen artikel 3 § 1, dat voorziet in de mededeling

van deze gegevens door Sciensano aan de contactcentra, en artikel 2 § 1, van het wetsvoorstel, dat voorziet in de mededeling van gegevens door de contactcentra aan Sciensano. Het is van essentieel belang om dit punt te verduidelijken door met name te specificeren welke gegevens het voorwerp zijn van welke stromen tussen deze instanties.

- **Artikel 3 § 2 van het wetsvoorstel**

12. Artikel 3 van het wetsvoorstel bepaalt dat personen die in contact zijn geweest met besmette personen, worden benaderd door contactcentra die hen "passende aanbevelingen" doen.

13. De Autoriteit wijst op de tekortkomingen van deze bepaling, hoewel deze nochtans betrekking heeft op het voorwerp zelf van het wetsvoorstel, namelijk de opsporingsverrichtingen door contactcentra. De gebruikte vage termen stellen de burgers niet in staat om te begrijpen voor welk gebruik hun gegevens zullen worden gebruikt. Zoals hierboven vermeld, moet het wetsvoorstel bepalen dat deze agentschappen uitsluitend toegang kunnen krijgen tot de noodzakelijke gegevens in de Sciensano-databank als er een regionaal wettelijk kader is vastgesteld waarin de modaliteiten van de opsporingsverrichtingen in detail zijn beschreven, met inbegrip van de antwoorden op de volgende vragen: Zullen degenen die contact hebben gehad met besmette mensen worden aangemoedigd om op de symptomen te letten of worden gedwongen om zichzelf te isoleren? Er zal "elektronisch" contact met hen worden opgenomen. Als er contact met hen wordt opgenomen via e-mail, waarom is het dan noodzakelijk en gerechtvaardigd om hun telefoonnummer en fysiek adres te verzamelen en te registreren? Als er telefonisch contact met hen wordt opgenomen, waarom zou dit dan niet worden vermeld en waarom dan toch hun fysieke adres verzamelen? Als er geen reactie of weigering om contactinformatie te verstrekken is, wordt er dan opnieuw contact opgenomen met een besmette of vermoedelijk besmette patiënt? Hoeveel keer? Als er sprake is van meerdere contacten en er wordt sterk aangedrongen op medewerking van deze patiënten (zoals gemeld in de pers), dan moet dit in ieder geval in het wetsvoorstel tot uiting komen. Als huisbezoeken mogelijk zijn op basis van de gegevens in de databank, zoals het geval lijkt te zijn, moet dit in het wetsvoorstel worden vermeld.
14. Hetzelfde geldt voor de volgende paragraaf van het wetsvoorstel, die betrekking heeft op het gebruik van verwijzende artsen of administratief verantwoordelijken van de gemeenschap. Als het de bedoeling is om gezondheidsgegevens van met het virus besmette personen door te geven aan een "administratief verantwoordelijke" van de gemeenschap waartoe zij behoren (universiteit, gevangenis, school, opvangcentrum) en deze laatste te belasten met de interne opsporing van contacten of zelfs met het nemen van specifieke maatregelen om de verspreiding van het virus in hun vestiging tegen te gaan, moet dit het voorwerp zijn van een volledig wetgevend kader (waarin de details van dit systeem worden uitgewerkt en de gegevensverwerking waartoe het aanleiding

zal geven wordt gerechtvaardigd) en kan het niet gebaseerd zijn op de loutere vermelding van dit systeem in drie alinea's van het wetsvoorstel.

- **Artikel 4 §1 Wetsvoorstel :**

15. De Autoriteit beraadt zich nog over de vraag of elke arts, elk ziekenhuis, elk laboratorium en elk contactcentrum elk van zijn gegevensmededelingen aan Sciensano, systematisch ter beraadslaging van het Informatieveiligheidscomité moet voorleggen. Deze aanpak lijkt administratief erg omslachtig.

16. Hoe dan ook, de Autoriteit herhaalt dat het het wetsvoorstel is dat de categorieën gegevens die moeten worden meegedeeld aan Sciensano, vaststelt en dit voor elke nagestreefde doeleinde. De vaststelling van de categorieën gegevens die voor elk doeleinde worden verwerkt, kan dus niet worden gedaan door de Kamer voor Sociale Zekerheid en Gezondheid van het Informatieveiligheidcomité. Immers, zoals de Autoriteit al aangaf[1], laten noch artikel 8 EVRM en artikel 22 van de Grondwet, noch de AVG, inzonderheid artikel 6.3, een dergelijke 'blanco cheque' toe. Zoals de Autoriteit hierboven al heeft aangegeven, moet elke verwerking van persoonsgegevens onderworpen zijn aan voldoende nauwkeurige regels, die moeten beantwoorden aan een dringende maatschappelijke behoefte en in verhouding moeten staan tot het nagestreefde (rechtmatige) doel. eze regelgeving moet nauwkeurig zijn en ten minste de essentiële elementen van de verwerking[2] definiëren, met inbegrip van de gespecificeerde, uitdrukkelijk omschreven en gerechtvaardigde doeleinden; de (categorieën) persoonsgegevens die ter zake dienend en toereikend zijn en beperkt blijven tot wat nodig is voor de nagestreefde doeleinden; de maximale opslagperiode voor de geregistreerde persoonsgegevens; de aanwijzing van de verwerkingsverantwoordelijke.

17. Deze bepaling geeft ook aan dat elke mededeling van persoonlijke gegevens door Sciensano aan derden het voorwerp moet uitmaken van een beraadslaging. Artikel 22 van de Grondwet vereist dat de essentiële elementen van de gegevensverwerking (en zeker wanneer deze een groot risico kunnen inhouden voor de rechten en vrijheden van de betrokkenen, zoals in het onderhavige geval) specifiek worden geregeld door een wettelijke of reglementaire tekst (decreet), en dus niet door een beraadslaging van het Informatieveiligheidscomité. Het wetsvoorstel moet zelf bepalen aan welke "derde partijen" Sciensano gegevens kan doorgeven en de redenen waarom Sciensano deze gegevens aan hen zal doorgeven. Zeker gezien de hoeveelheid en de gevoeligheid van de

[1] Advies nr. 4/2019 van 16 januari 2019 (cons. 9); Advies nr 5/2019 van 16 januari 2019 (cons 7); GBA, Advies nr. 01/2020 van 147 januari 2020 (cons. 19).
[2] Zie DEGRAVE, E., "L'egouvernement et la protection de la vie privée – Légalité, transparance et contrôle", Collection du CRIDS, Larcier, Brussel, 2014, p. 161 e.v. (zie o.m.: EHRM, arrest Rotaru c. Roumania, 4 mei 2000); Zie ook enkele arresten van het Grondwettelijk Hof: Arrest nr. 44/2015 van 23 april 2015 (p. 63), Arrest nr. 108/2017 van 5 oktober 2017 (p. 17) en Arrest nr. 29/2018 van 15 maart 2018 (p. 26).

gegevens in kwestie (gezondheidsgegevens, gegevens met betrekking tot vermoedelijke besmetting na contact) en de mogelijkheid voor potentiële ontvangers om deze verschillende soorten gegevens te kruisen. De Autoriteit vestigt de aandacht van de aanvrager op de risico's van hergebruik van de gegevens in de centrale gegevensbank voor doeleinden als (1) het monitoren van artsen (die hun patiënten mogelijk te weinig of te veel tests hebben aanbevolen, of zelfs te laat), (2) de aanwerving door bepaalde gegevensontvangers, van werknemers die reeds zijn getest of besmet zijn geweest , of zelfs (3) de weigering om bepaalde zorg te vergoeden aan patiënten die de aanbevelingen om zich te laten isoleren of te laten testen niet hebben opgevolgd. Indien dergelijk gebruik van de gegevens in de databank wordt overwogen, moet dit uitdrukkelijk worden vermeld (of uitgesloten) in het wetsvoorstel.

18. Het wetsvoorstel kan de definitie van deze essentiële elementen niet uitstellen door een comité (informatieveiligheidscomité) daarmee te belasten. De Kamer voor Sociale Zekerheid en Gezondheid van het Informatieveiligheidscomité zal echter waarschijnlijk worden verzocht een besluit te nemen via een beraadslaging om de modaliteiten voor de mededeling van gegevens overeenkomstig het wetsvoorstel vast te stellen (voorkeurscommunicatiekanalen, maatregelen voor gegevensbeveiliging, enz.)..

- **Artikel 4 § 2 van het wetsvoorstel :**

19. Het wetsvoorstel rechtvaardigt niet waarom het identificatienummer van het Rijksregister en het identificatienummer van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid nodig zijn om de drie aangekondigde doelstellingen te bereiken, noch waarom een algemene toegang tot het Rijksregister (en dus tot alle gegevens die het bevat) nodig zou zijn[3].

20. Overigens voorziet het tweede lid van deze bepaling in het volgende "*Een mededeling van persoonsgegevens uit andere bronnen vereist een beraadslaging van bovenvermeld informatieveiligheidscomité*". De Autoriteit verwijst naar wat hierboven werd uiteengezet.

[3] Deze bepaling is overbodig wat het Rijksregister betreft, omdat Sciensano op grond van artikel 5 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, toegang kan krijgen tot het Rijksregister, op voorwaarde dat de minister van Binnenlandse Zaken hiervoor machtiging verleent. De Autoriteit stelt dat, bij gebrek aan een vaststelling van de precieze gegevens waartoe Sciensano toegang zou kunnen krijgen, het niet mogelijk is om af te zien van de machtiging van de minister van Binnenlandse Zaken. Deze bepaling lijkt ook overbodig met betrekking tot de registers van de Kruispuntbank voor Sociale Zekerheid omdat Sciensano reeds op basis van artikel 4 § 4 van de wet van 15 januari 1990 toegang en mededeling kan krijgen tot en van de identificatiegegevens van de Kruispuntbankregisters.

21. De Autoriteit verzoekt daarom de aanvrager om artikel 4 § 2 van het wetsvoorstel te schrappen.

- **Artikel 4 § 3 van het wetsvoorstel :**

22. De Autoriteit begrijpt niet wat het doel is van de formulering van de verplichting die wordt opgelegd aan "*Alle personen die toegang tot de databank hebben, nemen de nodige maatregelen om te waarborgen dat de opgenomen persoonsgegevens worden verwerkt op een vertrouwelijke wijze en uitsluitend voor de doeleinden vermeld in artikel 3".* Als we het hier hebben over de personeelsleden van Sciensano, of zelfs over het personeel van de ontvangers van de gegevens die de gegevens verwerken, herinnert de Autoriteit eraan dat deze verplichting om de vertrouwelijkheid van de gegevens te waarborgen al is opgelegd aan de verwerkingsverantwoordelijke Sciensano, die verantwoordelijk is voor het doorgeven van de gegevens aan haar personeelsleden en verwerkers. Als het idee hier is om een verplichting op te leggen aan het personeel van het contactcentrum, dat onder de hiërarchische controle van de regionale agentschappen voor gezondheid valt, waarom dan verwijzen naar de drie in artikel 3 genoemde doeleinden (en niet alleen de eerste)? Als het doel van deze bepaling is de vertrouwelijkheid van de gegevens te waarborgen, moet het wetsvoorstel de verwerkingsverantwoordelijke (Sciensano) in ieder geval verplichten tot het nemen van concrete maatregelen op het gebied van opleiding, het sluiten van vertrouwelijkheidscontracten en het toezicht op de naleving van de verplichtingen waarin deze voorzien.

23. De Autoriteit herhaalt dat krachtens artikel 37.1 van de AVG[4] Sciensano *, die sui generis een openbare instelling met rechtspersoonlijkheid* »[5] is , een functionaris voor gegevensbescherming moet aanstellen. Bovendien lijkt de verplichting om een functionaris voor gegevensbescherming aan te wijzen, gelet op de haar toegewezen taken, ook aan haar te worden opgelegd krachtens artikel 37.3 van de AVG, dat voorschrijft dat de verwerkingsverantwoordelijken en de verwerkers een functionaris voor gegevensbescherming moeten aanwijzen wanneer zij "*hoofdzakelijk belast zijn met grootschalige verwerking van bijzondere categorieën gegevens bedoeld in artikel 9 [waarvan de gegevens de gezondheid betreffen]*". Artikel 4 §3, 2de lid van het wetsvoorstel heeft geen enkele juridische meerwaarde in verhouding tot artikel 37 van de AVG. Deze bepaling schendt daarnaast het overschrijfverbod van de AVG[6] en dient bijgevolg geschrapt te worden.

[4] Samen gelezen met artikel 5 van de wVG dat het begrip "overheid" definieert.
[5] Artikel 4 van de Wet van 25 december 2018 tot oprichting Sciensano (i)
[6] Ter herinnering, en zoals het Hof van Justitie van de Europese Unie consequent in zijn rechtspraak heeft geoordeeld, houdt de rechtstreekse toepasselijkheid van Europese verordeningen een verbod in op een transcriptie ervan in nationaal recht, omdat een dergelijke procedure" (creëren) een dubbelzinnigheid kan inhouden met betrekking tot zowel de juridische aard van de toepasselijke bepalingen als het tijdstip van de inwerkingtreding ervan (HJEU, 7 februari 1973, Commission vs. Italië (C-39/72), Jurisprudentie, 1973, blz. 101, § 17). Zie ook en met name HJEU, 10 oktober 1973 Fratelli Variola S.p.A. vs. Italiaanse Administratie van financiën, Jurisprudentie, 1973, blz. 981, § 11; HJEU, 31 januari 1978, Ratelli Zerbone Snc c. Amministrazione delle finanze dello Stato, Jurisprudentie (C-94/77), 1978, p. 99 §§ 24-26.

- **Artikel 5 van het wetsvoorstel**

24. De Autoriteit herinnert eraan (1) dat volgens artikel 5.1.e) van de AVG, persoonsgegevens niet langer mo,gen worden bewaard in een vorm die het mogelijk maakt de betrokkenen te identificeren, dan noodzakelijk is voor de verwezenlijking van de doeleinden waarvoor zij worden verwerkt, en (2) dat de vaststelling van de bewaartermijn van de gegevens, een essentieel element is dat in de wet moet worden vastgelegd.

25. Aangezien het helemaal niet is vastgesteld dat er een koninklijk besluit zal worden gepubliceerd waarin "*het einde van de toestand van de coronavirus COVID-19 epidemie*" wordt afgekondigd, is het uit deze formulering niet duidelijk wanneer deze schrapping zal plaatsvinden.

26. In het onderhavige geval moet in het wetsvoorstel worden bepaald dat de gegevens worden gewist wanneer zij niet langer nodig zijn voor het traceren. Concreet,

a. gegevens over besmette of vermoedelijk besmette personen moeten worden gewist wanneer deze personen zijn gecontacteerd en al dan niet, naar hun keuze, de gevraagde informatie hebben verstrekt aan contactpersonen van het centrum; en

b. gegevens over personen die in contact zijn geweest met besmette of vermoedelijk besmette personen moeten worden gewist zodra deze personen zijn benaderd en strikte aanbevelingen hebben ontvangen.

27. Voorts merkt de Autoriteit op dat er geen bepaling is opgenomen voor de bewaartermijnen voor de verstrekte gegevens « *aan de regionale gezondheidspreventieinspectiediensten*» Is het stilzwijgen van het wetsvoorstel te wijten aan het bestaan van gewestelijke wetgeving (zo ja, welke?) die de duur bepalen van de door deze diensten bewaarde gegevens in het kader van initiatieven ter bestrijding van de verspreiding van schadelijke effecten van besmettelijke ziekten ?

28. Ten aanzien van gegevens die aan derden worden verstrekt voor wetenschappelijke, statistische en/of beleidsondersteunende onderzoeksdoeleinden, bepaalt het wetsvoorstel echter dat de maximale bewaartermijn wordt vastgesteld door het Informatieveiligheidscomité. De Autoriteit herinnert eraan dat het wetsvoorstel zelf de criteria moet vaststellen voor het bepalen van de maximale bewaartermijnen voor gegevens die aan derden worden verstrekt.

29. Het wetsvoorstel bepaalt dat de bevoegde regionale gezondheidsagentschappen optreden als verwerkingsverantwoordelijken voor de gegevensverwerkingen die verricht worden door de contactcentra; het is dus aan hen om de bewaartermijn vast te stellen voor de gegevens die door deze contactcentra worden verzameld, gegenereerd en/of verwerkt.

30. Als laatste opmerking wordt in het wetsvoorstel gezwegen over de te verstrekken informatie (inhoud, context, kanaal, enz.) aan patiënten, contactpersonen, artsen en andere personen van wie de gegevens in de centrale databank zijn opgenomen. Wanneer een patiënt een test uitvoert, wordt hij of zij dan geïnformeerd dat het testresultaat en een hele reeks gegevens worden opgeslagen in een centrale databank, door een contactcentrum worden gebruikt om contact op te nemen met deze contactpersonen en worden doorgegeven aan de ontvangers die onder het wetsvoorstel vallen?

OM DIE REDENEN,

Stelt de Autoriteit vast dat de belangrijkste bezwaren die zij in haar advies over het ontwerp van koninklijk besluit heeft geformuleerd, niet zijn verholpen. Zij dringt er nogmaals op aan dat het wetsvoorstel wordt geherstructureerd en dat het voor elk van de nagestreefde doeleinden, de bronnen van de verzamelde gegevens onderscheidt, de categorieën van de verzamelde gegevens, de verwerkingsverantwoordelijke(n), de bewaartermijn van de gegevens, de categorieën van ontvangers aan wie de gegevens kunnen worden verstrekt en de omstandigheden waarin en de redenen waarom deze gegevens aan hen worden verstrekt. Bij de herstructurering van het wetsvoorstel, die de leesbaarheid en voorzienbaarheid ervan moet verbeteren, zal de aanvrager er ook voor zorgen dat de verwerking waarin het voorziet, in overeenstemming is met de beginselen van noodzakelijkheid en proportionaliteit.

Meer fundamenteel merkt de Autoriteit op dat het wetsvoorstel, dat, ondanks een onduidelijke en weinig consistente formulering, een systeem voor de tracering van contacten lijkt te willen opzetten, maar in werkelijkheid zonder duidelijk noodzaak, de centralisatie organiseert van een onbepaalde (en ondefinieerbare) hoeveelheid gegevens (met inbegrip van gevoelige gegevens of gegevens waartoe de toegang is beperkt door specifieke wetten) in een databank die is opgezet en wordt beheerd door een instantie die er geen gebruik van maakt. Het wetsvoorstel schept geen voldoende juridisch kader om de uitzondering op het medisch geheim te creëren die nodig is om de mededeling van gezondheidsgegevens door artsen aan de opgerichte databank mogelijk te maken. In het wetsvoorstel moet ook worden bepaald dat de gegevens die in de databank moeten worden opgeslagen, pas aan

de contactcentra kunnen worden verstrekt als er een regionaal wettelijk kader is vastgesteld waarin het precieze gebruik van de gegevens is vastgelegd.

De Autoriteit merkt ook op dat het wetsvoorstel nalaat een reeks elementen te definiëren die essentieel zijn voor het informatieveiligheidscomité, dat niet onder haar bevoegdheid valt, in plaats van deze elementen wettelijk vast te leggen, zoals de grondwet, het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden en de AVG voorschrijven.

Het wetsvoorstel moet fundamenteel worden herzien opdat het doel ervan wordt gespecificeerd (oprichting en beheer van een gegevensbank vs. het daadwerkelijk traceren van contacten), dat de doeleinden waarvoor de gegevensbank wordt opgericht duidelijk en nauwkeurig worden gedefinieerd, dat de andere essentiële elementen worden gedefinieerd (zonder verwijzing naar een latere definitie door een derde partij), dat de rol van de betrokken partijen wordt gespecificeerd en dat de bewaartermijnen voor de gegevens worden ingevuld, zonder verwijzing naar het Informatiebeveiligingscomité voor de vastelling van (het geheel of een deel van) deze elementen.

Alexandra Jaspar
Directeur van het Kenniscentrum

Imprimerie centrale – Centrale drukkerij